

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

Présentation - Définitions	14
2-1 Le nombre de collectivités locales en 2014	17
2-2 Les groupements de collectivités territoriales	18
2-3 La population des collectivités territoriales	19
2-4 La population des départements	20
2-5 Les communes par taille	22
2-6 Les villes de plus de 100 000 habitants	23
2-7 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	24
2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	25

Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

La population municipale en vigueur en 2014 est de 65,146 millions de personnes pour la France, et atteint 65,729 millions pour l'ensemble de la République Française, en ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie. En 5 ans, la population a augmenté de 2,8% en France, 2,7% pour la métropole et 5,2% pour les départements d'outre-mer. Deux régions ont vu leur population baisser en 5 ans : les régions Champagne-Ardenne et Martinique.

En métropole, la région Languedoc-Roussillon est la plus dynamique : Montpellier se distingue par la croissance démographique la plus forte au sein des villes de plus de 100 000 habitants.

Au 1^{er} janvier 2014, la couverture du territoire français en intercommunalités à fiscalité propre est terminée : 2 145 groupements à fiscalité propre couvrent l'ensemble des départements de France (hors dérogations prévues par la loi).

Parmi les 49 communes encore isolées (hors Paris et Mayotte), 41 sont des communes de la petite couronne parisienne, et 4 des îles composées d'une seule commune (île de Bréhat, île de Sein, Ouessant, île d'Yeu). Ces communes bénéficiaient d'une dérogation législative n'exigeant pas leur rattachement à un EPCI à fiscalité propre. Au 1^{er} janvier 2016, les 41 communes de la petite couronne parisienne seront cependant regroupées, avec Paris et les 19 EPCI à fiscalité propre préexistants sur ces départements, afin de constituer la métropole du Grand Paris.

La réduction du nombre de syndicats se poursuit : ils sont désormais environ 13 400, soit 900 de moins que l'année précédente.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

« La carte intercommunale au 1^{er} janvier 2014 », Bis n° 98, janvier 2014, en ligne sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures : www.banatic.interieur.gouv.fr.

Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS...

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les cinq régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite sui generis (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► **La commune** est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une commune nouvelle soumise aux règles applicables aux communes.

Une **commune nouvelle** peut être créée en lieu et place de :

- communes contiguës ;
- communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts.

Sauf délibération contraire du conseil municipal de la commune nouvelle dans un délai de six mois à compter de la création de la commune nouvelle, des **communes déléguées** reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale.

La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le rôle des communes déléguées correspond au dispositif de la loi n°82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

► **Le département**, créé par la loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► **La région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► **Les collectivités d'outre-mer (COM)** sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ils sont au nombre de cinq depuis le 31 mars 2011 date à laquelle Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et le cinquième département d'outre-mer.

► **Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés de communes et les métropoles.
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

► **Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et ouverts, les pôles métropolitains, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

► **La métropole** : créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole est un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants. Une seule métropole existe au 1^{er} janvier 2014 : la Métropole Nice Côte d'Azur.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences.

Au 1^{er} janvier 2015, seront transformés par décret en une métropole les EPCI à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee.

Cette loi comporte des dispositions spécifiques pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris. Elle crée aussi la métropole de Lyon, collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution.

► **La Communauté urbaine (CU)** : la communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la FPU. A noter que la loi du 27 janvier 2014 modifie ce seuil à 250 000 habitants.

Les collectivités locales et leur population

...DÉFINITIONS

► **La communauté d'agglomération (CA)** : créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

► **Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

► **La communauté de communes (CC)** : créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► **Les syndicats mixtes** ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe uniquement des communes et leurs groupements, le syndicat mixte ouvert restreint composé de différents échelons de collectivités territoriales, le syndicat mixte ouvert élargi comprenant des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► **Le pôle métropolitain** : créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

formant un ensemble de plus de 300 000 habitants. L'un d'entre eux compte plus de 150 000 habitants. Par dérogation au précédent alinéa, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants et comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger. A noter que les conditions d'éligibilité sont modifiées par la loi du 27 janvier 2014 précédemment citée.

► **Le recensement de la population** : la nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

- * Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année.
- * Les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population du département de Mayotte, des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie et Mayotte procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

► **La population légale authentifiée par décret** regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► **La population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► **La population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► **La population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE

(en nombre de collectivités)

Communes	36 767
dont : métropole	36 552
DOM	129
COM et Nouvelle-Calédonie	86
Départements	101
dont : métropole	96
DOM	5
Régions	27
dont : métropole	21
collectivité territoriale de Corse	1
ROM	5
Collectivités d'outre-mer	5
Polynésie française, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	
Collectivité à statut particulier	1
Nouvelle-Calédonie	

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2014.

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE ET AUTRES SYNDICATS MIXTES

(en nombre de groupements)

EPCI à fiscalité propre	2 145
dont : métropoles	1
communautés urbaines	15
communautés d'agglomération	222
communautés de communes	1 903
syndicats d'agglomération nouvelle	4
Syndicats	13 402
dont : syndicats intercommunaux à vocation unique	8 971
syndicats intercommunaux à vocation multiple	1 235
syndicats mixtes	3 187
pôles métropolitains	9

Source : DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

2-2 Les groupements de collectivités territoriales

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE DEPUIS 2010

Au 1 ^{er} janvier	2010	2011	2012	2013	2014
Métropole	-	-	1	1	1
Communauté urbaine	16	16	15	15	15
Communauté d'agglomération	181	191	202	213	222
Communauté de communes	2 409	2 387	2 358	2 223	1 903
Syndicat d'agglomération nouvelle	5	5	5	4	4
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	2 611	2 599	2 581	2 456	2 145
Nombre total de communes	34 774	35 041	35 305	36 049	36 614
Population totale* regroupée (en millions d'habitants)	57,9	58,8	59,3	60,9	62,6
<i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i>					
Nombre de groupements	1 302	1 321	1 339	1 356	1 288
Nombre total de communes	17 732	18 217	18 798	20 594	22 698
Population totale* (en millions d'habitants)	46,4	47,6	48,5	50,5	53,2

Sources : DGCL, Insee Recensements de la population.

Champ : France.

* Population totale, en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SYNDICATS DEPUIS 2010

(en nombre de syndicats)

Au 1 ^{er} janvier	2010	2011	2012	2013	2014
SIVU	10 789	10 473	10 184	9 720	8 971
SIVOM	1 395	1 358	1 345	1 302	1 235
Syndicat mixte	3 194	3 268	3 257	3 275	3 187
Pôle métropolitain	-	-	1	8	9
Total	15 378	15 099	14 787	14 305	13 402

Source : DGCL, BANATIC.

Champ : France hors Mayotte.

La population des collectivités territoriales 2-3

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2014 (millésimée 2011) (en nombre d'habitants)

	Population municipale	Taux d'évolution sur 5 ans
Alsace	1 852 325	2,0%
Aquitaine	3 254 233	4,3%
Auvergne	1 350 682	1,1%
Bourgogne	1 642 734	0,9%
Bretagne	3 217 767	4,0%
Centre	2 556 835	1,5%
Champagne-Ardenne	1 336 053	-0,2%
Corse	314 486	6,9%
Franche-Comté	1 173 440	2,0%
Île-de-France	11 852 851	2,8%
Languedoc-Roussillon	2 670 046	5,4%
Limousin	741 072	1,4%
Lorraine	2 350 657	0,6%
Midi-Pyrénées	2 903 420	4,6%
Nord-Pas-de-Calais	4 042 015	0,6%
Basse-Normandie	1 475 684	1,3%
Haute-Normandie	1 839 393	1,6%
Pays de la Loire	3 601 113	4,4%
Picardie	1 918 155	1,3%
Poitou-Charentes	1 777 773	3,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 916 069	2,1%
Rhône-Alpes	6 283 541	4,4%
Guadeloupe	404 635	1,0%
Martinique	392 291	-1,4%
Guyane	237 549	15,3%
La Réunion	828 581	6,0%
Mayotte (recensement 2012)	212 645	14,0%
France	65 146 045	2,8%
dont métropole	63 070 344	2,7%
DOM	2 075 701	5,2%
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie		
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 080	
Saint-Barthélemy	9 035	
Saint-Martin	36 286	
Polynésie française (recensement 2012)	268 270	
Wallis-et-Futuna (recensement 2013)	12 197	
Nouvelle-Calédonie (recensement 2009*)	251 243	
Ensemble République Française	65 729 156	

Source : Insee, Recensement de la population.

* La population de la Nouvelle-Calédonie tient compte des résultats des recensements complémentaires sur la commune de Koné (en 2011 et 2013). Elle tient également compte de l'arrêté du 18 février 2013 portant modification du chiffre de la population des communes de Dumbéa et Païta.

2-4 La population des départements

POPULATIONS MUNICIPALES EN VIGUEUR EN 2009 ET 2014

(en nombre d'habitants)

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2009 (millésimée 2006)	2014 (millésimée 2011)	
01 Ain	566 740	603 827	6,5%
02 Aisne	537 061	541 302	0,8%
03 Allier	343 309	342 729	-0,2%
04 Alpes-de-Haute-Provence	154 501	160 959	4,2%
05 Hautes-Alpes	130 752	138 605	6,0%
06 Alpes-Maritimes	1 073 184	1 081 244	0,8%
07 Ardèche	306 238	317 277	3,6%
08 Ardennes	285 653	283 110	-0,9%
09 Ariège	146 289	152 286	4,1%
10 Aube	299 704	303 997	1,4%
11 Aude	341 022	359 967	5,6%
12 Aveyron	273 377	275 813	0,9%
13 Bouches-du-Rhône	1 937 405	1 975 896	2,0%
14 Calvados	671 351	685 262	2,1%
15 Cantal	149 682	147 577	-1,4%
16 Charente	347 037	352 705	1,6%
17 Charente-Maritime	598 915	625 682	4,5%
18 Cher	314 675	311 694	-0,9%
19 Corrèze	240 363	242 454	0,9%
2A Corse-du-Sud	135 718	145 846	7,5%
2B Haute-Corse	158 400	168 640	6,5%
21 Côte-d'Or	517 168	525 931	1,7%
22 Côtes-d'Armor	570 861	594 375	4,1%
23 Creuse	123 401	122 560	-0,7%
24 Dordogne	404 052	415 168	2,8%
25 Doubs	516 157	529 103	2,5%
26 Drôme	468 608	487 993	4,1%
27 Eure	567 221	588 111	3,7%
28 Eure-et-Loir	421 114	430 416	2,2%
29 Finistère	883 001	899 870	1,9%
30 Gard	683 169	718 357	5,2%
31 Haute-Garonne	1 186 330	1 260 226	6,2%
32 Gers	181 375	188 893	4,1%
33 Gironde	1 393 758	1 463 662	5,0%
34 Hérault	1 001 041	1 062 036	6,1%
35 Ille-et-Vilaine	945 851	996 439	5,3%
36 Indre	232 959	230 175	-1,2%
37 Indre-et-Loire	580 312	593 683	2,3%
38 Isère	1 169 491	1 215 212	3,9%
39 Jura	257 399	261 294	1,5%
40 Landes	362 827	387 929	6,9%
41 Loir-et-Cher	325 182	331 280	1,9%
42 Loire	741 269	749 053	1,1%
43 Haute-Loire	219 484	224 907	2,5%
44 Loire-Atlantique	1 234 085	1 296 364	5,0%
45 Loiret	645 325	659 587	2,2%
46 Lot	169 531	174 754	3,1%
47 Lot-et-Garonne	322 292	330 866	2,7%
48 Lozère	76 800	77 156	0,5%
49 Maine-et-Loire	766 659	790 343	3,1%
50 Manche	492 563	499 531	1,4%
51 Marne	565 841	566 571	0,1%
52 Haute-Marne	187 652	182 375	-2,8%
53 Mayenne	299 000	307 031	2,7%

La population des départements 2-4

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2009 (millésimée 2006)	2014 (millésimée 2011)	
54 Meurthe-et-Moselle	725 302	733 124	1,1%
55 Meuse	193 696	193 557	-0,1%
56 Morbihan	694 821	727 083	4,6%
57 Moselle	1 036 776	1 045 146	0,8%
58 Nièvre	222 220	218 341	-1,7%
59 Nord	2 565 257	2 579 208	0,5%
60 Oise	792 975	805 642	1,6%
61 Orne	292 879	290 891	-0,7%
62 Pas-de-Calais	1 453 387	1 462 807	0,6%
63 Puy-de-Dôme	623 463	635 469	1,9%
64 Pyrénées-Atlantiques	636 849	656 608	3,1%
65 Hautes-Pyrénées	227 736	229 228	0,7%
66 Pyrénées-Orientales	432 112	452 530	4,7%
67 Bas-Rhin	1 079 016	1 099 269	1,9%
68 Haut-Rhin	736 477	753 056	2,3%
69 Rhône	1 669 655	1 744 236	4,5%
70 Haute-Saône	235 867	239 695	1,6%
71 Saône-et-Loire	549 361	555 999	1,2%
72 Sarthe	553 484	565 718	2,2%
73 Savoie	403 090	418 949	3,9%
74 Haute-Savoie	696 255	746 994	7,3%
75 Paris	2 181 371	2 249 975	3,1%
76 Seine-Maritime	1 243 834	1 251 282	0,6%
77 Seine-et-Marne	1 273 488	1 338 427	5,1%
78 Yvelines	1 395 804	1 413 635	1,3%
79 Deux-Sèvres	359 711	370 939	3,1%
80 Somme	564 319	571 211	1,2%
81 Tarn	365 335	377 675	3,4%
82 Tarn-et-Garonne	226 849	244 545	7,8%
83 Var	985 099	1 012 735	2,8%
84 Vaucluse	534 291	546 630	2,3%
85 Vendée	597 185	641 657	7,4%
86 Vienne	418 460	428 447	2,4%
87 Haute-Vienne	367 156	376 058	2,4%
88 Vosges	379 975	378 830	-0,3%
89 Yonne	340 088	342 463	0,7%
90 Territoire de Belfort	141 201	143 348	1,5%
91 Essonne	1 198 273	1 225 191	2,2%
92 Hauts-de-Seine	1 536 100	1 581 628	3,0%
93 Seine-Saint-Denis	1 491 970	1 529 928	2,5%
94 Val-de-Marne	1 298 340	1 333 702	2,7%
95 Val-d'Oise	1 157 052	1 180 365	2,0%
971 Guadeloupe	400 736	404 635	1,0%
972 Martinique	397 732	392 291	-1,4%
973 Guyane	205 954	237 549	15,3%
974 La Réunion	781 962	828 581	6,0%
976 Mayotte*	186 452	212 645	14,0%
France	63 372 569	65 146 045	2,8%
dont Métropole	61 399 733	63 070 344	2,7%
DOM	1 972 836	2 075 701	5,2%

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

* Le département de Mayotte a été recensé en 2007 et 2012.

2-5 Les communes par taille

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2014

(millésimée 2011)

Strates démographiques	Métropole		DOM	
	Nombre de communes	Population	Nombre de communes	Population
Moins de 50 habitants	913	31 519	-	-
50 à 99 habitants	2 597	197 651	-	-
100 à 199 habitants	5 895	870 089	2	262
200 à 299 habitants	4 621	1 137 710	-	-
300 à 399 habitants	3 413	1 182 312	-	-
400 à 499 habitants	2 474	1 106 540	1	420
500 à 699 habitants	3 732	2 208 742	1	567
700 à 999 habitants	3 278	2 732 371	2	1 747
1 000 à 1 499 habitants	2 998	3 647 794	4	5 031
1 500 à 1 999 habitants	1 600	2 767 957	8	14 027
2 000 à 2 499 habitants	990	2 214 882	1	2 346
2 500 à 2 999 habitants	648	1 772 176	2	5 191
3 000 à 3 499 habitants	512	1 650 605	2	6 517
3 500 à 3 999 habitants	386	1 442 858	5	18 818
4 000 à 4 999 habitants	524	2 325 424	7	32 409
5 000 à 5 999 habitants	363	1 984 189	9	48 542
6 000 à 8 999 habitants	590	4 282 582	22	162 799
9 000 à 9 999 habitants	121	1 147 336	7	66 936
10 000 à 19 999 habitants	481	6 656 282	26	359 006
20 000 à 29 999 habitants	174	4 268 234	12	295 718
30 000 à 49 999 habitants	128	4 932 465	8	282 561
50 000 à 79 999 habitants	62	3 736 884	6	356 432
80 000 à 99 999 habitants	13	1 147 264	2	167 109
100 000 à 199 999 habitants	28	3 743 625	2	249 263
200 000 à 299 999 habitants	6	1 499 570	-	-
300 000 habitants et plus	5	4 383 283	-	-
Total	36 552	63 070 344	129	2 075 701

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2012.

LES 41 COMMUNES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

(en nombre d'habitants)

Rang	Ville (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2009 (millésimée 2006)	2014 (millésimée 2011)	
1	Paris (75)	2 243 833	2 249 975	0,3%
2	Marseille (13)	850 726	850 636	0,0%
3	Lyon (69)	484 344	491 268	1,4%
4	Toulouse (31)	441 802	447 340	1,3%
5	Nice (06)	343 304	344 064	0,2%
6	Nantes (44)	284 970	287 845	1,0%
7	Strasbourg (67)	271 782	272 222	0,2%
8	Montpellier (34)	257 351	264 538	2,8%
9	Bordeaux (33)	239 157	239 399	0,1%
10	Lille (59)	227 560	227 533	0,0%
11	Rennes (35)	207 178	208 033	0,4%
12	Reims (51)	179 992	180 752	0,4%
13	Le Havre (76)	175 497	174 156	-0,8%
14	Saint-Étienne (42)	171 260	170 049	-0,7%
15	Toulon (83)	164 532	163 974	-0,3%
16	Grenoble (38)	155 637	157 424	1,1%
17	Dijon (21)	151 212	151 672	0,3%
18	Angers (49)	147 571	148 803	0,8%
19	Saint-Denis (974)	145 022	145 347	0,2%
20	Villeurbanne (69)	145 150	145 034	-0,1%
21	Nîmes (30)	142 205	144 940	1,9%
22	Le Mans (72)	142 626	143 240	0,4%
23	Clermont-Ferrand (63)	139 860	140 957	0,8%
24	Aix-en-Provence (13)	141 438	140 684	-0,5%
25	Brest (29)	141 303	140 547	-0,5%
26	Limoges (87)	139 150	137 758	-1,0%
27	Tours (37)	134 817	134 633	-0,1%
28	Amiens (80)	133 448	133 327	-0,1%
29	Metz (57)	120 738	119 962	-0,6%
30	Perpignan (66)	117 419	118 238	0,7%
31	Boulogne-Billancourt (92)	114 205	116 220	1,8%
32	Besançon (25)	116 914	115 879	-0,9%
33	Orléans (45)	114 167	114 185	0,0%
34	Rouen (76)	110 933	111 553	0,6%
35	Mulhouse (68)	109 588	110 351	0,7%
36	Caen (14)	108 954	108 793	-0,1%
37	Saint-Denis (93)	106 785	107 762	0,9%
38	Nancy (54)	105 421	105 382	0,0%
39	Argenteuil (95)	103 125	104 282	1,1%
40	Saint-Paul (974)	103 346	103 916	0,6%
41	Montreuil (93)	102 770	103 068	0,3%

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

2-7 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

RÉPARTITION DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE PAR TAILLE DÉMOGRAPHIQUE AU 1^{er} JANVIER 2014

en nombre de groupements comportant ⁽¹⁾ :	Métropole	CU			CC			EPCI à FP	
		FPU	FA	CA	FPU	FA	SAN	Total	dont FPU
Moins de 700 habitants	-	-	-	-	-	4	-	4	-
De 700 à 999 habitants	-	-	-	-	1	7	-	8	1
De 1 000 à 1 999 habitants	-	-	-	-	6	37	-	43	6
De 2 000 à 4 999 habitants	-	-	-	-	71	160	-	231	71
De 5 000 à 9 999 habitants	-	-	-	-	300	328	-	628	300
De 10 000 à 19 999 habitants	-	-	-	-	364	228	1	593	365
De 20 000 à 49 999 habitants	-	-	-	15	274	79	1	369	290
De 50 000 à 99 999 habitants	-	2	1	104	28	11	-	146	134
De 100 000 à 299 999 habitants	-	4	1	93	4	1	2	105	103
300 000 habitants et plus	1	7	-	10	-	-	-	18	18
Total	1	13	2	222	1 048	855	4	2 145	1 288
Nombre total de communes regroupées :	49	426	19	4 851	17 349	13 897	23	36 614	22 698
Population totale (en millions d'habitant)⁽¹⁾	0,5	7,0	0,3	27,1	18,2	9,2	0,2	62,6	53,2

Source : DGCL.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

FPU : fiscalité professionnelle unique.

FA : fiscalité additionnelle.

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-8

LA MÉTROPOLE AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
06	Métropole Nice Côte d'Azur	49	545 475
Total		49	545 475

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

LES 15 COMMUNAUTÉS URBAINES AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
69	CU de Lyon	FPU	58	1 328 098
59	CU Lille Métropole	FPU	85	1 130 316
13	CU de Marseille Provence Métropole (MPM)	FPU	18	1 053 679
33	CU de Bordeaux	FPU	28	740 881
31	CU Toulouse Métropole	FPU	37	727 016
44	CU Nantes Métropole	FPU	24	610 225
67	CU de Strasbourg	FPU	28	477 502
54	CU du Grand Nancy	FPU	20	261 995
29	CU Brest Métropole Océane	FPU	8	213 221
59	CU de Dunkerque	FPU	18	203 718
72	CU Le Mans Métropole	FA	14	203 321
62	CU d'Arras	FPU	39	105 296
71	CU Le Creusot Montceau-lès-Mines	FPU	27	97 344
50	CU de Cherbourg	FA	5	84 512
61	CU d'Alençon	FPU	36	56 596
Total			445	7 293 720

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

LES 4 SYNDICATS D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾	
77	SAN Sénart Ville Nouvelle	FPU	8	103 026
13	SAN Ouest Provence	FPU	6	100 146
77	SAN Val d'Europe	FPU	5	28 593
91	SAN de Sénart en Essonne	FPU	4	17 499
Total		23	249 264	

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

LES 44 COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE 50 000 HABITANTS ET PLUS AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
78	CC de la Boucle de la Seine	FPU	7	172 809
77	CC Plaines et monts de France	FPU	37	111 176
78	CC Saint Germain Seine et Forêts	FA	10	108 944
59	CC de Flandre Intérieure	FPU	50	102 820
38	CC du Pays du Grésivaudan	FPU	47	101 440
78	CC Poissy-Achères-Conflans Sainte Honorine	FPU	3	93 888
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	92 932
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	85 048
92	CC de Châtillon - Montrouge	FA	2	82 845
01	CC du Pays de Gex	FA	27	82 395
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	79 478
59	CC Coeur d'Ostrevent	FPU	21	73 997
17	CC de la Haute Saintonge	FA	131	69 385
76	CC Caux Vallée de Seine	FPU	47	69 208
84	CC des Pays de Rhône et Ouvèze	FPU	7	68 917
971	CC du Sud-Est Grande Terre La riviéra du Levant	FA	4	68 655
35	CC du Pays de Redon	FPU	30	66 840
59	CC du Caudrésis et du Catésis	FPU	46	66 370
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	33	65 345
91	CC de l'Arpajonnais	FPU	14	65 008
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	29	62 387
33	CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique	FA	8	60 446
54	CC de l'Agglomération de Longwy	FA	21	60 324
40	CC Maremne Adour Côte Sud	FPU	23	60 110
83	CC du Sud Sainte Baume	FPU	9	59 599
78	CC de l'Ouest Parisien	FA	3	59 567
01	CC Haut - Bugey	FPU	37	59 393
91	CC du Val d'Essonne	FPU	21	59 047
78	CC Plaines et Forêts d'Yveline	FPU	25	57 995
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	56 814
29	CC du Pays de Quimperlé	FPU	16	56 366
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FA	12	56 046
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	61	55 088
17	CC des Vals de Saintonge	FPU	112	54 779
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	41	54 623
60	CC du Pays de Valois	FA	62	54 579
66	CC des Albères et de la Côte Vermeille	FPU	15	54 182
57	CC du Pays Orne Moselle	FA	13	53 826
68	CC des Trois Frontières	FA	10	53 192
91	CC Etampois Sud Essonne	FPU	38	53 166
38	CC du Pays Roussillonnais	FPU	22	51 731
69	CC de l'Ouest Rhodanien	FPU	36	51 508
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	51 442
81	CC Tarn et Dadou	FPU	29	51 099
		Total	1 261	3 074 809

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-8

LES 222 COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
76	CA Rouen - Elbeuf - Austreberthe	71	496 456
38	CA de Grenoble-Alpes-Métropole	49	444 810
34	CA de Montpellier	31	434 309
83	CA Toulon Provence Méditerranée	12	429 207
35	CA Rennes Métropole	43	425 785
93	CA Plaine Commune	9	410 421
93	CA Est Ensemble	9	401 060
42	CA Saint-Étienne Métropole	45	393 998
13	CA du Pays d'Aix en Provence	36	388 891
92	CA Grand Paris Seine Ouest	9	333 010
37	CA Tours (Plus)	22	295 404
63	CA Clermont Communauté	21	289 189
45	CA Orléans Val de Loire	22	281 644
49	CA Angers Loire Métropole	33	275 607
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	34	267 759
66	CA Perpignan Méditerranée	36	260 272
21	CA Dijonnaise	24	252 111
78	CA Versailles Grand Parc	18	248 172
62	CA de Lens - Liévin	36	246 946
30	CA de Nîmes Métropole	27	242 312
14	CA Caen la Mer	35	241 893
76	CA Havraise	17	241 860
62	CA de Béthune Bruay Noeux et Environs	65	228 325
57	CA Metz Métropole	44	227 765
51	CA Reims Métropole	16	221 725
92	CA du Mont Valérien	3	220 181
26	CA Valence-Romans Sud Rhône-Alpes	51	217 199
974	CA Territoire de la Côte Ouest	5	214 106
87	CA Limoges Métropole	19	211 682
94	CA Val de Bièvre	7	206 201
56	CA Lorient Agglomération	25	204 649
95	CA de Cergy-Pontoise	13	201 121
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion	3	199 901
59	CA Valenciennes Métropole	35	194 377
94	CA Seine Amont	3	187 478
84	CA du Grand Avignon	15	186 708
92	CA des Hauts de Bièvre	7	186 619
95	CA Le Parisis	10	186 505
25	CA du Grand Besançon	59	181 948
06	CA de Sophia Antipolis	24	180 329
80	CA Amiens Métropole	33	179 098
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	176 272
95	CA Val de France	6	168 109
17	CA de La Rochelle	28	167 690
972	CA du Centre de la Martinique	4	166 558
06	CA des Pays de Lérins	5	159 614
59	CA de la Porte du Hainaut	46	158 787
94	CA Plaine Centrale du Val de Marne	3	156 984
59	CA du Douaisis	35	154 465
91	CA Europ'Essonne	14	152 887
64	CA Pau-Pyrénées	14	151 083
78	CA de Saint Quentin en Yvelines	7	146 896
92	CA Sud de Seine	4	146 318
74	CA d'Annecy	13	145 109
86	CA Grand Poitiers	13	142 537
13	CA Salon Étang de Berre Durance	17	140 985

2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
56	CA Vannes Agglo	24	138 053
91	CA du Val d'Orge	10	136 626
95	CA Argenteuil - Bezons	2	134 575
92	CA Seine-Défense	2	134 264
08	CA Charleville-Mézières/Sedan	65	133 298
10	CA Grand Troyes	19	133 120
73	CA Chambéry Métropole	24	128 922
59	CA Maubeuge Val de Sambre	42	128 129
64	CA Agglomération Côte Basque Adour	5	126 702
62	CA d'Hénin-Carvin	14	125 623
28	CA Chartres Métropole	47	125 567
11	CA Le Grand Narbonne	39	125 487
91	CA du Plateau de Saclay	11	124 718
974	CA du Sud	4	124 129
974	CA Intercommunale de la Réunion Est	6	123 209
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	123 151
973	CA du Centre Littoral	6	122 588
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire	10	121 844
79	CA du Niortais	45	121 831
95	CA de la Vallée de Montmorency	9	121 665
93	CA Terres de France	3	121 257
25	CA du Pays de Montbéliard	29	120 139
62	CA du Boulonnais	22	119 851
22	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	14	119 393
91	CA Evry Centre Essonne	6	116 055
78	CA de Mantes en Yvelines	35	114 985
28	CA du Pays de Dreux	78	112 562
16	CA du Grand Angoulême	16	111 550
34	CA de Béziers-Méditerranée	13	111 352
19	CA du Bassin de Brive	49	110 529
77	CA Melun Val de Seine	14	109 836
71	CA Chalon - Val de Bourgogne	38	109 374
83	CA Var Esterel Méditerranée	5	109 273
972	CA du Pays Nord Martinique	18	109 155
41	CA de Blois-Agglomération	48	108 419
971	CA CAP Excellence	3	107 015
11	CA Carcassonne Agglo	73	106 807
94	CA Haut Val de Marne	7	106 307
13	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	12	105 316
68	CA de Colmar	14	104 619
83	CA Dracénoise	19	104 548
42	CA Roannais Agglomération	40	104 382
06	CA du Pays de Grasse	23	103 590
91	CA les Portes de l'Essonne	5	102 816
38	CA Porte de l'Isère	23	102 205
30	CA Alès Agglomération	50	100 996
53	CA de Laval	20	100 391
18	CA Bourges Plus	16	99 954
90	CA de l'Agglomération Belfortaine	33	98 916
62	CA du Calaisis	5	97 002
85	CA La Roche sur Yon - Agglomération	15	96 407
34	CA du Bassin de Thau	8	96 337
47	CA d'Agen	29	94 901
24	CA Le grand Périgueux	33	94 840
38	CA du Pays Virois	34	93 777
93	CA de l'Aéroport du Bourget	3	93 331
78	CA des 2 Rives de la Seine	12	92 447
77	CA Marne et Gondoire	18	91 742

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-8

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
91	CA du Val d'Yerres	6	91 289
29	CA Quimper Communauté	8	91 060
31	CA du Muretain	16	89 073
77	CA Pays de Meaux	18	88 145
77	CA Marne la Vallée - Val Maubuée	6	87 610
95	CA Roissy Porte de France	19	87 514
95	CA Val et Forêt	6	85 195
971	CA du Sud Basse-Terre	11	84 860
27	CA Grand Evreux Agglomération	37	84 396
74	CA Annemasse-Les Voirons-Agglomération	12	84 003
81	CA de l'Albigeois	17	83 821
49	CA du Choletais	13	83 765
13	CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	6	82 684
35	CA du Pays de Saint Malo Agglomération	18	82 452
81	CA de Castres Mazamet	16	82 316
2A	CA du Pays Ajaccien	10	82 143
88	CA d'Epinal	38	81 620
65	CA du Grand Tarbes	15	81 569
17	CA Royan Atlantique	34	81 492
57	CA de Forbach Porte de France	21	81 108
60	CA du Beauvaisis	31	80 866
91	CA Sénart Val de Seine	3	80 668
971	CA du Nord Basse-Terre	6	80 568
57	CA Portes de France-Thionville	13	80 367
42	CA Loire Forez	45	79 970
35	CA Vitré Communauté	46	79 146
03	CA Vichy Val d'Allier	23	78 334
69	CA Villefranche Beaujolais Saône	21	78 273
36	CA Castelroussine	15	78 041
59	CA de Cambrai	49	77 667
77	CA Marne et Chantereine	4	76 997
44	CA de la Presqu'île de Guérande Atlantique	15	75 301
02	CA de Saint Quentin	20	75 074
79	CA du Bocage Bressuirais	44	74 348
01	CA Bourg en Bresse Agglomération	15	74 317
60	CA de la Région de Compiègne	16	73 060
06	CA de la Riviera Française	15	72 929
51	CA de Châlons en Champagne	38	72 902
22	CA Lannion-Trégor-Communauté	29	72 697
60	CA Creilloise	4	72 624
58	CA de Nevers	12	71 691
13	CA du Pays de Martigues	3	71 542
82	CA Grand Montauban	8	71 426
34	CA Hérault-Méditerranée	19	71 198
31	CA du Sicoval	36	71 107
33	CA du Libournais	34	70 998
62	CA de Saint Omer	25	70 657
84	CA Ventoux-Comtat-Venaissin	25	70 360
57	CA du Val de Fensch	10	69 995
30	CA du Gard Rhodanien	42	69 919
50	CA Saint-Lo Agglo	73	69 801
38	CA Vienne Agglomération	18	69 593
27	CA Seine Eure	37	68 965
29	CA Morlaix Communauté	28	67 796
78	CA Seine & Vexin	17	67 730
91	CA de Seine-Essonne	5	67 413
89	CA de l'Auxerrois	21	67 055
64	CA Sud Pays Basque	12	66 096

2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
94	CA Vallée de la Marne	2	65 618
17	CA Rochefort Océan	25	64 984
49	CA Saumur Loire Développement	32	64 718
71	CA du Mâconnais-Val de Saône	26	64 056
33	CA Bassin d'Arcachon Sud-Pôle Atlantique	4	63 382
45	CA Montargoise et Rives du Loing	15	63 099
04	CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	26	62 830
26	CA Montelimar-Agglomération	26	61 893
03	CA Montluçonnaise	10	61 742
47	CA Val de Garonne Agglomération	43	61 481
17	CA de Saintes	36	61 435
43	CA du Puy en Velay	28	60 989
12	CA du Grand Rodez	11	60 196
27	CA des Portes de l'Eure	41	60 073
91	CA les Lacs de l'Essonne	2	59 377
77	CA de la Brie Francilienne	2	59 369
971	CA du Nord Grande Terre	5	58 643
73	CA du Lac du Bourget	18	58 324
2B	CA de Bastia	5	57 702
13	CA Rhône Alpilles Durance	13	57 372
24	CA Bergeracoise	27	57 353
92	CA Coeur de Seine	3	57 136
15	CA du Bassin d'Aurillac	25	56 301
93	CA de Clichy-sous-Bois - Montfermeil	2	56 249
40	CA Le Marsan Agglomération	18	56 213
40	CA du Grand Dax	20	56 079
03	CA de Moulins	26	55 789
86	CA du Pays Châtelleraudais	13	54 828
39	CA du Grand Dole	42	54 348
21	CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny-Nolay	54	54 020
02	CA du Soissonnais	28	53 480
57	CA Sarreguemines Confluences	26	53 052
76	CA de la Région Dieppoise	16	50 997
29	CA Concarneau Cornouaille Agglomération	9	50 673
47	CA du Grand Villeneuvevois	19	50 033
52	CA de Saint-Dizier, Der et Blaise	39	45 546
02	CA du Pays de Laon	38	44 706
05	CA du Gapençais	3	43 766
19	CA Tulle Agglo	37	43 657
34	CA du Pays de l'Or	8	43 644
46	CA du Grand Cahors	39	43 435
07	CA Privas Centre Ardèche	35	41 018
55	CA de Bar-le-Duc - Sud Meuse	32	37 990
61	CA du Pays de Flers	25	37 253
07	CA du Bassin d'Annonay	16	36 582
70	CA de Vesoul	20	34 442
52	CA de Chaumont	25	33 528
39	CA Espace Communautaire Lons Agglomération	25	33 375
32	CA du Grand Auch Agglomération	15	32 573
23	CA du Grand Guéret	22	30 098
Total		4 851	27 136 257

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population

Champ : France

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).